



Recrutement d'un(e) ou plusieurs consultant(e)s pour le renforcement de la prise en charge institutionnelle des marocain(e)s de retour et des ressortissant-e-s des pays tiers en situation de vulnérabilité dans 4 régions

1. Aperçu général

Le CEFA (Comité Européen pour la Formation et l'Agriculture) est une ONG italienne de coopération internationale fondée en 1972, qui travaille au Maroc depuis 1998 à travers des projets de développement local financés par différents bailleurs, institutionnels et privés. Le CEFA est depuis 2011 spécialisée dans l'accompagnement des personnes migrantes de retour pour faciliter leur réintégration socio-économique et œuvre dans la protection et intégration de personnes migrantes ressortissantes de pays tiers au Maroc et de différentes cibles en situation de vulnérabilité.

Parmi les projets récents figurent notamment « ICARuS : Initiative Conjointe d'Appui à la Réintégration Socio-économique », financé par la GIZ ; « PROSAM 2 Protection et Santé des Marocains et Migrants vulnérables au Maroc», financé par l'UE ; « PASSERELLES: Appui aux dynamiques diasporiques des Marocain-e-s du monde pour une implication effective avec les institutions locales dans le développement des territoires au Maroc », financé par l'UE ; « Connectons l'avenir : emploi et entreprise pour les jeunes de la Méditerranée - LogMed », financé par l'AICS. Ces initiatives promeuvent l'insertion socio-économique des personnes en situation de vulnérabilité, à travers l'accompagnement psychosocial, l'appui à la création d'activités génératrices de revenus (AGR) et le renforcement des capacités et compétences des acteurs locaux étatiques et non étatiques.

La présente consultation s'inscrit dans la continuité de cette mission, avec pour objectif d'améliorer la prise en charge institutionnelle des Marocain·es de retour et des ressortissant-e-s des pays tiers en situation de vulnérabilité dans 4 régions cibles.

2. Contexte et justification

Le Maroc compte une importante diaspora, avec plus de 5 millions de ressortissants à l'étranger, dont une majorité réside en Europe. Ces dernières années, les retours – volontaires ou forcés – ont augmenté, posant des défis multidimensionnels en matière de réintégration.

Les personnes de retour font souvent face à :

- Des vulnérabilités psychosociales liées au parcours migratoire, au trauma, ou à l'isolement ;
- Des obstacles économiques : absence de capital, difficultés d'insertion professionnelle, précarité financière ;
- Des barrières administratives et un manque d'accès aux services publics adaptés ;
- Une stigmatisation sociale qui complique la réinsertion familiale et communautaire.



Malgré l'existence de dispositifs publics (ANAPEC, Entraide Nationale, collectivités territoriales) et associatifs, la coordination et l'adaptation des réponses restent limitées, en particulier dans les régions moins dotées en services spécialisés.

Fort de son expérience dans l'accompagnement des personnes migrantes vulnérables, le CEFA souhaite initier un processus structuré de renforcement des capacités et compétences des acteurs locaux dans 4 régions:

- Souss-Massa (Agadir)
- Oriental (Oujda)
- Beni Mellal-Khénifra (Beni Mellal)
- Rabat-Salé-Kénitra (Rabat)

L'objectif est de capitaliser sur les apprentissages des projets menés, de favoriser le dialogue entre institutions et associations, de favoriser une meilleure compréhension des enjeux et d'explorer des pistes concrètes d'amélioration des pratiques d'accueil, d'orientation et de référencement afin de co-construire des outils pratiques pour une meilleure prise en charge des Marocain·es de retour et des personnes migrantes ressortissantes des pays tiers au Maroc.

3. Objectifs de la mission

Objectif général

Améliorer la connaissance et les capacités des acteurs institutionnels et associatifs dans 4 régions cibles pour une prise en charge plus adaptée des Marocain·es de retour et des ressortissant-e-s des pays tiers en situation de vulnérabilité, via un processus de capitalisation, de sensibilisation et de co-construction d'outils pratiques.

Objectifs spécifiques

1. Diagnostic et capitalisation des apprentissages terrain : Consolider les données existantes (projets ICARuS, BAOM, etc.) pour produire une analyse factuelle des besoins, freins et bonnes pratiques.
2. Animation et facilitation : Organiser et animer des sessions de sensibilisation et de renforcement de compétences multi acteurs pour présenter les enjeux, partager les expériences et identifier les freins locaux.
3. Faciliter le dialogue opérationnel et mise en réseau : Créer un espace d'échange multi acteurs, (ANAPEC, Entraide Nationale, collectivités territoriales, associations, etc.) dans chaque région, pour améliorer la coordination.
4. Co-construire des outils de référence : Élaborer, avec les participant-e-s, des outils pratiques et des propositions de circuits d'accueil, d'orientation et de référencement adaptés aux contextes régionaux.
5. Produire des recommandations opérationnelles : Synthétiser les enseignements régionaux en une feuille de route pratique pour l'amélioration et l'adaptation progressive des services.

4. Thématiques proposées pour les ateliers régionaux

Module 1 : Intégrer les Marocains de retour dans les dispositifs existants

Durée : 2 jours

- Cartographie de l'offre et fonctionnement des réseaux d'acteurs (sociaux, santé, emploi, associatifs). Qui fait quoi ?
- Comment adapter les critères d'éligibilité des programmes d'insertion professionnelle (ANAPEC, etc.)
- Comment orienter vers les services sociaux d'urgence (Entraide Nationale) et le soutien psychosocial ?
- Le rôle des guichets uniques (sur le modèle des BAOM - Bureaux d'Accueil et d'Orientation des Migrants et des CCPM – Cellules Communales des Personnes Migrantes).
- Atelier pratique de conception de parcours type (de l'accueil à l'autonomie).
- Simulation de cas complexes pour améliorer la coordination opérationnelle.

Module 2 : Outils de suivi et de référencement

Durée : 2 jours

- Co-Élaboration d'un bilan social adapté ;
- Co-construction d'un mécanisme de référencement inter-institutions ;
- Co-construction d'une charte de référencement et d'une fiche de vulnérabilité commune.

5. Résultats attendus

1. Un document de capitalisation synthétique (données, profils-types, bonnes pratiques) utilisé comme support de base pour les ateliers.
2. Une cartographie et une analyse des pratiques professionnelles existantes au sein des services publics et associatifs en lien avec cette thématique, en identifiant les points de blocage et les opportunités de collaboration
3. Un diagnostic consolidé des profils, vulnérabilités et freins d'accès aux services publics
4. 4 ateliers régionaux, chacun de X jours en total, de sensibilisation et de co-construction réalisés (Agadir, Oujda, Beni Mellal, Rabat)
5. Une boîte à outils opérationnelle régionalisée incluant :
 - Une fiche d'identification des vulnérabilités
 - Un schéma-type de circuit de référencement local
 - Des arguments pour l'intégration de cette cible dans les dispositifs existants
6. Un rapport final consolidé présentant une analyse comparative des 4 régions, les outils validés, et une feuille de route de recommandations pragmatiques pour une meilleure prise en charge des marocains de retour en situation de vulnérabilité.

6. Profil et compétences requises

Expérience et compétences techniques

- Expérience avérée (minimum 5 ans) dans l'animation de processus de concertation et le renforcement des capacités des acteurs publics et associatifs dans le domaine social.
- Connaissance solide prouvée du système institutionnel marocain (ANAPEC, Entraide Nationale, collectivités territoriales) et des politiques sociales d'inclusion socioéconomique des personnes en situation de vulnérabilité.
- Maîtrise des enjeux d'accompagnement des publics en situation de vulnérabilité (aspects psychosociaux, économiques, administratifs); une expérience d'au moins 5 ans sur la migration/réintigration au Maroc.
- Expérience avérée dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer institutionnel, notamment dans les domaines de la migration, de la protection sociale ou de l'inclusion
- Excellentes compétences en facilitation d'ateliers participatifs et intelligence collective.
- Capacité à synthétiser des informations complexes et à les rendre accessibles à divers publics.
- Maîtrise parfaite du français et de l'arabe (animation et production écrite).

Qualités personnelles et approche

- Diplomatie et adaptabilité : Capacité à s'adapter aux contextes régionaux différents et à dialoguer avec des sensibilités institutionnelles variées.
- Pragmatisme et orientation résultats : Capacité à concevoir et produire des outils directement utilisables dans un délai contraint.
- Excellente organisation : Gestion rigoureuse du planning et des déplacements dans 4 régions sur 4 mois.
- Posture de facilitateur(trice) : Aptitude à créer un climat de confiance et à valoriser les expertises de chaque acteur.

7. Livrables et calendrier (4 mois)

Phase	Livrable
Mois 1	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de travail détaillé et méthodologie • Outils et support d'animation élaborés
Mois 2-3	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation et animation des 4 ateliers régionaux

Phase	Livrable
	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus détaillés des ateliers (incluant pistes d'action) • Version préliminaire de la boîte à outils opérationnelle
Mois 4	<ul style="list-style-type: none"> • Boîte à outils opérationnelle finalisée • Rapport final consolidé avec analyse comparative et feuille de route

8. Zone d'intervention et durée

- Période de réalisation et durée totale : 4 mois (à compter de la date de signature du contrat). Le démarrage de la prestation est prévu au mois de février 2026, jusqu'à mai 2026. La prestation pourra être prolongée, le cas échéant. Dans ce cas, une nouvelle programmation sera élaborée conjointement entre le CEFA et les prestataires.
- Zones d'intervention : Souss Massa (Agadir), Oriental (Oujda), Beni Mellal et Rabat. Le(s) consultant(es) devraient prévoir les déplacements nécessaires pour l'organisation et l'animation des ateliers sur site.
- Les réunions de cadrage, ainsi que le travail de préparation des contenus, de rédaction et de synthèse pourront être effectués à distance.

9. Prix de la prestation

Le cout total prévu pour la prestation est de 80.000,00 MAD TTC.

10. Critères d'évaluation

Un comité d'évaluation évaluera les propositions techniques et financières comme suit :

Organisation et méthodologie	Maximum
Pertinence de l'offre	15
Raisonnement et stratégie	20
Expertise du-de la candidat-e	20
Connaissances thématiques en lien avec l'évaluation	20
Outils et approches utilisés	15
Planning des activité et réalisme du planning	10

NB: Seules les offres ayant un score moyen d'au moins 75 points feront l'objet d'une évaluation financière.

11. Soumission des offres

Le dossier de candidature doit comprendre :

1. Une proposition technique (max. 8 pages) incluant :
 - Compréhension du contexte et des enjeux
 - Méthodologie détaillée pour les 4 mois (préparation, animation des ateliers, production des outils)
 - Approche proposée pour assurer l'adhésion des institutions locales
 - Calendrier prévisionnel détaillé
 - Composition de l'équipe (CV joints) et répartition des tâches
 2. Une proposition financière détaillée en DH TTC, incluant :
 - Honoraire(s) journalier(s)
 - Frais de déplacement et de séjour pour les 4 régions
 - Type de facturation prévue
 - Conditions de paiement
 3. CV actualisés du/de la consultant(e) principal(e) et des éventuels collaborateurs, avec références officielles.
 4. Deux références de missions similaires (contacts).
- Date limite de dépôt : 27 janvier 2026
➤ Adresse d'envoi : recrutement.cefa@gmail.com
➤ Objet du mail : Candidature pour renforcement de la prise en charge institutionnelle des personnes migrantes.

* *Tout dossier incomplet ou présenté au-delà de la date limite de soumission sera rejeté.*